

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 22 FÉVRIER 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 80**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 22 février 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	14	4

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/02/020

**CONVENTION DE
REMBOURSEMENT DES
ACHATS D'EAU PENDANT
L'OPERATION DE VIDANGE
DE CARCES -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Amaury CHARRETTON, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Olivier CHARLOIS ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Isabelle MONFORT, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL.

ABSENTS :

M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Gilles VINCENT.

Séance Publique du 22 février 2024

N° D' O R D R E : 24/02/020

**O B J E T : CONVENTION DE REMBOURSEMENT DES ACHATS
D'EAU PENDANT L'OPERATION DE VIDANGE DE
CARCES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le contrat de délégation de Service Public d'eau potable conclu avec la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO) pour l'exploitation du service d'eau potable du secteur Centre du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2033, en particulier l'article 5.2.5 relatif aux achats d'eau en gros,

VU la délibération n°22/02/21 du Conseil Métropolitain en date du 24 février 2022 relative aux conventions d'achat d'eau en gros de la Société du Canal de Provence (SCP) pour le périmètre du secteur centre,

VU le protocole d'accord n°10762 conclu entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Société du Canal de Provence le 14 mars 2022 dans le cadre d'une gestion coordonnée des ressources du Verdon et du lac de Carcès,

VU le contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée n°10763 régissant l'alimentation aux postes de livraison des Laures, Fort Rouge et Pierrascas, signé le 14 mars 2022 avec la CEO et la SCP,

VU la délibération n°24/02/019 du Conseil Métropolitain en date du 22 février 2024 relative à l'avenant n°1 au contrat d'achat d'eau en gros à la société du Canal de Provence pour le périmètre du secteur centre avec la CEO et la SCP, et en particulier l'article 1 relatif aux dispositions particulières permettant de mobiliser la ressource du Verdon à moindre coût et d'isoler le coût supplémentaire des achats d'eau durant les opérations de rénovation menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine.

VU l'arrêté préfectoral du 7 juin 2021 fixant la classe du barrage de Carcès et les échéances de mise en conformité aux exigences de sécurité du barrage,

VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2022 d'autorisation environnementale de vidange de la retenue Sainte Suzanne à Carcès dans le cadre de l'examen exhaustif du barrage de Carcès,

VU l'opération de vidange préalable de la retenue Sainte Suzanne à Carcès nécessaire à la réalisation du diagnostic exhaustif du barrage de Carcès réalisée sur la période novembre 2023 à fin février 2024 et la phase de remise en eau de la retenue qui doit suivre,

VU l'avis de la Commission des Finances et Administration Générale en date du 5 février 2024,

VU l'avis de la Commission Eau et Assainissement en date du 13 février 2024,

CONSIDERANT l'obligation fixée par l'Arrêté Préfectoral du 7 juin 2021 modifiée par l'Arrêté Préfectoral du 27 décembre 2022 de réaliser l'actualisation de l'étude de dangers du barrage de Carcès et de réaliser son examen exhaustif préalable avant le 31 décembre 2024,

CONSIDERANT que l'opération de vidange nécessaire à l'examen des parties immergées de l'ouvrage s'inscrit dans une séquence de trois années de sécheresse marquée et que les faibles débits des deux cours d'eau, Le Caramy et l'Issole, alimentant la retenue impactent la disponibilité de la ressource Sainte Suzanne,

CONSIDERANT que l'article 1 de l'avenant n°1 au contrat de fourniture d'eau brute et d'eau potable de la Métropole Toulon Provence Méditerranée N° 10763 prévoyant que la Métropole Toulon Provence Méditerranée supporte, dans le cadre des opérations de rénovation sous sa maîtrise d'ouvrage, la charge des achats d'eau complémentaires non prévus au contrat de Délégation de Service Public et indique que les modalités de remboursement des achats d'eau supportés par la Métropole seront précisées par convention,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée supporte la charge des achats d'eau complémentaires non prévus au contrat de Délégation de Service Public pour permettre la remontée rapide du plan d'eau, à compter du 1^{er} mars 2024 et dans la limite du 30 juin 2024,

CONSIDERANT la convention n°1-2024 relative aux modalités de remboursement des achats d'eau à la Société du Canal de Provence pour les opérations de rénovation menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine :

- A la vidange du lac Sainte Suzanne à Carcès ;
- Aux travaux de renouvellement du refoulement de l'usine de Brauch à Carcès,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention n°1-2024 relative aux modalités de remboursement des achats d'eau à la Société du Canal de Provence pour les opérations de rénovation menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine :

- A la vidange du lac Sainte Suzanne à Carcès
- Aux travaux de renouvellement du refoulement de l'usine de Brauch à Carcès.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à :

- A signer la convention dénommée la convention n°1-2024 relative aux modalités de remboursement des achats d'eau à la Société du Canal de Provence pour les opérations de rénovation menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine ;
- A réaliser la vidange du lac Sainte Suzanne à Carcès ;
- A réaliser les travaux de renouvellement de refoulement de l'usine de Brauch à Carcès ;
- A liquider au profit de la Compagnie de l'Eau et de l'Ozone les factures d'achats d'eau associés à l'opération de vidange de Carcès.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de prendre toutes les dispositions et de signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits liés aux achats d'eau sont inscrits au budget annexe Eau 2024, article 605, opération 40020.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 76

CONTRE 0

ABSTENTION 0

Elu(s) ne prenant pas part au vote :
Monsieur Christian SIMON.

Département du Var

Métropole Toulon Provence Méditerranée

Convention n°1-2024 relative aux modalités de remboursement des achats d'eau à la Société du Canal de Provence pour les opérations de rénovation menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine :

- **Vidange du lac Sainte Suzanne à Carcès**
- **Travaux de renouvellement du refoulement de l'usine de Brauch à Carcès**

Entre :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée** représentée par son président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment autorisé à cet effet par délibération du Comité métropolitain n°..... en date du....., et désigné, dans ce qui suit, par « la Collectivité »,

d'une part,

Et :

La société **Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le siège social est 21, rue la Boétie -75008 Paris, et l'adresse postale 30, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile pour les présentes rue des Oliviers - ZA Le Pouverel - 83130 LA GARDE, représentée par Monsieur Eric LAHAYE, Directeur de la Région Méditerranée, agissant au nom et pour le compte de la Société, et désignée dans ce qui suit par le terme « le Concessionnaire » ou "la CEO",

d'autre part,

La Collectivité et le Concessionnaire sont ci-après dénommés individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties ».

Il a été exposé ce qui suit :

La Collectivité a confié au Concessionnaire l'exploitation de son service de l'eau potable du secteur Centre comprenant les communes de Toulon, Le Revest-les-Eaux, Le Pradet, La Valette-du-Var par un contrat de Concession sous forme de délégation du service public transmis en Préfecture le 4 novembre 2021 et ayant pris effet le 1er janvier 2022, ci-après dénommé "le Contrat".

Les conditions d'appel à la ressource du Verdon gérée par la Société du Canal de Provence (SCP) sont régies par un contrat n° 10763 de fourniture d'eau brute et d'eau potable signé entre la Collectivité, la CEO et la SCP.

Ce contrat prévoit que les factures d'achats d'eau à la SCP sont adressées pour recouvrement à la CEO.

Par avenant n° 1 à ce contrat n° 10763 de fourniture d'eau, la Collectivité, la CEO et la Société du Canal de Provence ont convenu de modifier les conditions d'achats d'eau de façon à permettre la mobilisation de la ressource du Verdon à moindre coût pendant les opérations de rénovation menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine :

- vidange de la retenue Sainte Suzanne en vue de l'examen exhaustif du barrage de Carcès et, concomitamment, travaux de renouvellement du refoulement DN 1000 de l'usine de Brauch
- travaux programmés sur l'adduction Carcès-la Valette en 2025 et 2026.

L'opération de vidange a débuté le 2 novembre 2023 par l'abaissement du plan d'eau, et est prévue d'être terminée selon les conditions hydrologiques, au plus tôt le 30 avril 2024 et au plus tard le 31 août 2024.

Les Parties ont engagé des discussions afin de définir précisément la répartition de la prise en charge des achats d'eau à la SCP pendant la période de vidange du lac de Sainte Suzanne, qui, fonction des conditions hydrologiques, rend indisponible cette ressource pour l'alimentation en eau de la Métropole TPM.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente Convention a pour objet de :

- Définir précisément la répartition de la prise en charge des achats d'eau à la SCP pendant la période de vidange du lac de Sainte Suzanne et les travaux concomitants de renouvellement de la conduite de refoulement DN 1000 en sortie de l'usine de pompage de Brauch ;
- Définir les modalités pratiques de cette prise en charge, et notamment les conditions de remboursement du Concessionnaire par la Collectivité.

Les termes de la présente Convention sont applicables pour l'opération de vidange du lac de Sainte Suzanne qui a débuté le 2 novembre 2023 conformément aux périodes définies à l'article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2 – DÉTERMINATION DE LA PRISE EN CHARGE DES CHARGES D'ACHATS D'EAU

La prise en charge finale du coût des achats d'eau est réalisée selon les dispositions suivantes, en fonction des périodes définies ci-dessous :

1. Période du 25/11/2023 au 29/02/2024

Le Concessionnaire supporte la charge des achats d'eau qui est composée :

- des souscriptions
- des volumes.

2. Période du 01/03/2024 au 30/04/2024

La Collectivité supporte la charge des achats d'eau supplémentaires, qui est composée :

- de la souscription "les Laures Compléments" de laquelle est déduit le coût de la souscription en usage secours équivalente, (débit souscrit maximum de 313 l/s tel que précisé dans le tableau en annexe),
- des volumes prélevés au titre de la souscription "les Laures Complément", (volumes pris en charge dans la limite d'un volume maximum de 1 120 000 m3 sur 2 mois tel que précisé dans le tableau en annexe).

La Collectivité supporte les charges indiquées ci-avant à condition que les prélèvements dans le lac de Sainte Suzanne n'excèdent pas 50 litres par seconde, soit 264 000 m3 pour les deux mois pour les besoins de Carnoules.

3. Période du 01/05/2024 au 30/06/2024 :

Les Parties se concertent début avril afin de convenir de la reconduite ou non au 15 avril de la souscription 'Les Laures Complément » auprès de la SCP fonction de l'état de la remontée du plan d'eau.

Les modalités de prise en charge des charges d'achats d'eau sont définies selon les trois hypothèses suivantes, fonction de la cote du lac de Sainte Suzanne. La cote de la retenue fera l'objet d'un constat contradictoire entre les Parties au plus tard le 30 avril 2024.

1. Si la cote de la retenue au 30 avril 2024 est supérieure à 162.5 m NGF :

Le Concessionnaire supporte la charge des achats d'eau qui est composée :

- des souscriptions
- des volumes.

2. Si la cote de la retenue au 30 avril 2024 est comprise entre 161 m NGF et 162.5 m NGF :

- i. La Collectivité supporte la charge de la souscription "les Laures Complément" mobilisée du 1er mai 2024 au 30 juin 2024 (à hauteur d'un débit souscrit maximum de 423 l/s tel que précisé dans le tableau en annexe), de laquelle est déduit le coût de la souscription en usage secours équivalente.

Le montant de la souscription pris en charge n'excédera pas le montant de la souscription calculée sur les 2 mois pour un coefficient d'utilisation des ouvrages de 1.07.

ii. Le Concessionnaire supporte la charge correspondante aux volumes consommés sur la période.

3. Si la cote de la retenue au 30 avril 2024 est inférieure à 161 m NGF :

i. La Collectivité supporte la charge de la souscription "les Laures Complément" mobilisée du 1er mai 2024 au 30 juin 2024, (à hauteur d'un débit souscrit maximum de 423 l/s tel que précisé dans le tableau en annexe), de laquelle est déduit le coût de la souscription en usage secours équivalente.

Le montant de la souscription pris en charge n'excédera pas le montant de la souscription calculée sur les 2 mois pour un coefficient d'utilisation des ouvrages de 1.07.

ii. La Collectivité supporte la charge des achats d'eau supplémentaires, correspondante aux volumes consommés du 1er mai 2024 au 31 mai 2024 (volumes pris en charge dans la limite d'un volume maximum de 630 000 m3 sur le mois tel que précisé dans le tableau en annexe),

La Collectivité supporte les charges indiquées ci-avant à condition que les prélèvements dans le lac de Sainte Suzanne n'excèdent pas 50 litres par seconde, soit 134 000 m3 pour le mois pour les besoins de Carnoules.

iii. Le Concessionnaire supporte la charge des achats d'eau supplémentaires correspondant aux volumes consommés du 1er juin 2024 au 30 juin 2024.

4. Au-delà du 30/06 :

Le Concessionnaire supporte la charge des achats d'eau (souscription + volumes).

Il est convenu que les niveaux des cotes retenues au présent article pour les répartitions des charges d'achats d'eau ne constituent pas un accord applicable à d'autres opérations à l'initiative de la Collectivité rendant la ressource de Sainte-Suzanne indisponible.

ARTICLE 3 – MODALITÉS PRATIQUES

La Collectivité rembourse à l'euro-l'euro le Concessionnaire selon les modalités suivantes :

- Présentation des charges assumées sur la base de la facturation SCP, et réparties selon les périodes telles qu'indiquées à l'article 2.

A l'issue de chacune des deux périodes du 1er mars au 30 avril 2024 et du 1er mai au 30 juin 2024 définies à l'article 2 de la présente Convention, le Concessionnaire présente à la Collectivité le bilan des volumes mobilisés.

A réception de la facturation SCP, le Concessionnaire présente à la Collectivité le bilan des charges d'achats d'eau et précise le montant des sommes dues par la Collectivité en application des dispositions de l'article 2 de la présente Convention.

A l'issue de cette présentation, le Concessionnaire émet la facture validée par les Parties à laquelle il joint toutes les pièces justificatives nécessaires.

- La Collectivité se libère des sommes dues dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de présentation de la facture par le délégataire.

Les sommes sont payées dans le délai fixé à l'article R.3133-10 du code de la commande publique. Tout retard de paiement ouvre de plein droit, sans mise en demeure préalable, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux dispositions des articles R. 3133-25 à R. 3133-28 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente convention sont applicables à compter de la date à laquelle elle aura acquis un caractère exécutoire.

La collectivité assure l'exécution parfaite des obligations légales nécessaires à l'entrée en vigueur des actes pris par les collectivités locales. Elle garantit le Concessionnaire de la bonne exécution desdites obligations.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, la Collectivité remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original de la présente convention accompagné de la délibération autorisant le Président de la Collectivité à la signer.

ARTICLE 5 – ANNEXES

Sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : tableau relatif aux souscriptions et volumes maximum pris en charge par la Métropole.

Fait en 2 exemplaires originaux, dont un (1) pour la Collectivité et un (1) pour le Concessionnaire.

<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>	<p>Pour la Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto</p>  <p>Le Directeur Régional Eric LAHAYE</p>
--	---

Annexe 1 – Débits de souscription et volumes consommés maximum pris en charge par la Métropole en fonction du mois considéré

Mois calendaire	Mars	Avril	Mai	Juin
Débit max (l/s)	313 l/s		423 l/s	
Volumes max (m3)	1 120 000		630 000	SO